

Tribunal d'Instance  
Service de la Nationalité  
4 rue Diderot  
93582 SAINT-OUEN CEDEX

**CERTIFICAT DE NATIONALITE FRANCAISE**

N° de Dossier : CNF 257/2018

N° de certificat : CNF 70/2019

La Directrice des Services de Greffe Judiciaires certifie sur le vu des pièces suivantes :

Acte de naissance de l'intéressé délivré par le service central de l'état civil  
Carte nationale d'identité de l'intéressé délivrée le 19/3/2018 par la préfecture de Seine-Saint-Denis sous le n°180393156076  
Acte de mariage étranger de l'intéressé  
Acte de naissance étranger du père de l'intéressé  
Acte de mariage étranger des parents de l'intéressé  
Attestation de la sous-direction de l'accès à la nationalité française en date du 24/10/2018  
Justificatif de domicile  
Consultation des serveurs webnat et justinat en date du 24/10/2018 et 10/07/2019

que **MEMMOU Mohamed**

demeurant CCAS SAINT-OUEN SUR SEINE BP 85 6 Place de la République 93400 ST OUEN  
Né le 26 décembre 1942 à Beyrouth, LIBAN

**de MEMMOU Kouider**

né en 1916 à Oran, ALGERIE

**et de ISSA Hosna bent Soleiman, son épouse**

née en 1923 à Jablen, SYRIE

**EST FRANÇAIS** en application des dispositions de l'article 17-1° du code de la nationalité française dans sa rédaction issue de l'Ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 pour être né à l'étranger d'un père français.

En effet, son père **MEMMOU Kouider**

**issu de MEMMOU Mohammed Ould Ali**

**et de BELLIL Yamna Bent Belkahroche**

**EST FRANÇAIS** en application de l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la loi du 10 août 1927, en sa qualité d'originaire d'Algérie, pour être né en France d'un père qui y est lui-même né.

De statut civil de droit commun par sa mère de nationalité étrangère qui ne peut être considérée comme une "étrangère assimilée" aux originaires d'Algérie de statut civil de droit local, l'intéressé a conservé la nationalité française à l'accession de l'Indépendance de l'Algérie en application des dispositions de l'article 32-1 du code civil.

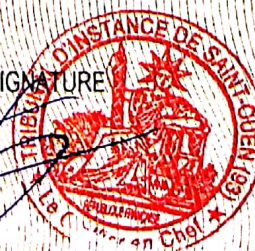
Il a été vérifié que l'intéressé n'a pas été libéré des liens d'allégeance à l'égard de la France en application des dispositions de l'article 23-4 du code civil.

Le 25 juillet 2019

NOM DE LA DIRECTRICE DES SERVICES DE GREFFE JUDICIAIRES

Christine MICHON

SCEAU ET SIGNATURE



3960392

IN-JUSTICE DSJ-A4 CS